



POLITIQUE

Derrière la « nouveauté » Glucksmann, le vieux PS en embuscade

Loin du renouveau de la social-démocratie écologique qu'ambitionne de porter l'essayiste de Place Publique, bon nombre de candidats éligibles sur la liste socialiste sont de purs apparatchiks. Parmi eux : un aficionado de CNews, une défenseuse de l'A69 ou une macrono-compatible.

Pauline Graulle - 18 mai 2024 à 12h28

Attention, un candidat peut en cacher d'autres. Déjà critiquée en interne pour son manque de représentativité sociale, la liste emmenée par Raphaël Glucksmann (Place Publique) aux européennes, officiellement publiée ce samedi par le ministère de l'intérieur, en dit long sur les contradictions idéologiques au sein du parti à la rose, qui tente d'afficher, depuis quelques années, une rupture claire avec les années Hollande.

Bon nombre de place éligibles (une quinzaine) ont ainsi été confiées à des profils bien loin de la promesse de renouvellement incarnée par l'eurodéputé sortant. La faute aux « *affres de la démocratie* », plaide-t-on chez les proches d'Olivier Faure, où l'on rappelle que la liste a été constituée selon les règles de l'art solférinien. Autrement dit, en fonction du résultat récolté par chaque texte d'orientation lors du dernier congrès de Marseille, où le premier secrétaire est arrivé dans un mouchoir de poche avec son opposant interne, Nicolas Mayer-Rossignol, dont la candidature coagulait trois pourfendeuses de l'alliance avec les Insoumis : la maire de Vaulx-en-Velin Hélène Geoffroy, la maire de Paris Anne Hidalgo et Carole Delga.

C'est ainsi grâce à son « poids » dans l'appareil que la présidente du conseil régional d'Occitanie a imposé, à la 12^e place, Claire Fita, sa vice-présidente à la culture à la région. Fille d'un maire PS local, biberonnée à la « gauche cassoulet » en vigueur dans le Sud-Ouest, cette

ancienne vallsiste défend avec le même acharnement que son mentor la construction de l'autoroute A69 entre Castres et Toulouse.

Un projet contesté par l'ensemble des écologistes mais aussi par... Olivier Faure (*il s'en expliquait [ici](#)*) et Raphaël Glucksmann qui, récemment interrogé sur ce point par Reporterre, a voulu rassurer ses futurs électeurs : « *L'A69 n'est pas un projet européen. [...] De toute façon, lorsque des partis forment une alliance, ça ne signifie pas pour autant qu'ils partagent les mêmes positions sur l'ensemble des projets menés à l'échelle locale. Ces désaccords n'influencent en rien le programme que nous comptons porter au Parlement européen avec le Parti socialiste.* »

Après une âpre bataille interne, Anne Hidalgo a quant à elle réussi à hisser son mari, Jean-Marc Germain, à la 7^e place, lui assurant de fait une élection dans un fauteuil. Relativement discret, ce polytechnicien n'en est pas moins un pur apparatchik du PS, où il est entré il y a une trentaine d'années pour y réaliser une carrière à l'ombre de Martine Aubry, puis de sa propre épouse, qu'il a conseillée avec l'insuccès que l'on sait lors de sa désastreuse campagne présidentielle.

Ancien « frondeur » sous l'ère Hollande, lors de laquelle il a été le rapporteur du contesté accord national interprofessionnel (ANI) flexibilisant le marché du travail – « *un bon accord de sécu-sécurité* » (*sic*) dira-t-il à l'époque dans une formule à tout le moins sibylline –, il tentera d'ailleurs sa chance, en vain, pour intégrer le gouvernement de Manuel Valls.

François Kalfon, le « sniper » de CNews

Mais c'est sans conteste la candidature de François Kalfon, devenu en quelques semaines la tête de Turc des concurrents insoumis sur les réseaux sociaux, qui semble le plus dépareiller avec le « style » politique d'une Aurore Lalucq ou d'un Raphaël Glucksmann.

Résolument opposé à la Nupes (Nouvelle Union populaire écologique et sociale) – comment s'associer à un parti ayant dans ses rangs Taha Bouhafs ?, avait-il argué au moment de la conclusion de l'accord –, cet ex-

chevènementiste a écumé, comme collaborateur, les cabinets ministériels et municipaux, passant par à peu près tout ce que la rue de Solférino comptait de chapelles.

Cofondateur du courant « Gauche populaire » avec, entre autres, le fondateur du Printemps républicain Laurent Bouvet, puis membre du premier cercle de Dominique Strauss-Kahn pour la présidentielle de 2012, François Kalfon, qui fut le conjoint de la communicante d'EuroRSCG Anne Hommel, réalisera par la suite un virage sur l'aile en se faisant nommer directeur de campagne d'Arnaud Montebourg en 2016. En 2018, il rejoint la motion « *arc-en-ciel* » de Luc Carvounas au congrès d'Aubervilliers après avoir soutenu Benoît Hamon à la présidentielle.

Accumulant les échecs électoraux, comme sa défaite aux municipales à Melun (Seine-et-Marne) en 2014, il ne parviendra jamais à être élu sur son nom, obtenant, par les bonnes grâces de Claude Bartolone, une place tout en haut de la liste aux régionales de 2015 en Île-de-France. Lors de la campagne du printemps 2021, il est pourtant sèchement rayé de la liste d'union de la gauche par Olivier Faure – qu'il exècre, et réciproquement –, qui lui préfère un... camarade du PRG (Parti radical de gauche).

À défaut de s'imposer par les urnes dans le jeu politique, l'ancien « monsieur opinion » du PS a su faire fructifier son capital médiatique. Celui qui a longtemps eu son rond de serviette sur CNews – il jure à Mediapart n'avoir « *jamais touché un euro* » pour ses prestations – est rapidement devenu le bon client « toutologue » sur les plateaux télé, devisant, jusqu'à très récemment, avec Eugénie Bastié ou Mathieu Bock-Cotté sur « *l'écoterrorisme* » ou la « *récession sexuelle* ».

Désormais prié par Raphaël Glucksmann de désertier les chaînes de l'empire Bolloré, il n'aime pourtant rien tant que sortir le Kärcher contre un Jean-Luc Mélenchon qualifié tantôt de « *criminel* », tantôt de « *tyran d'extrême gauche* », pourfendre les « *dingos wokistes* », déplorer la « *police des mœurs* » instaurée, selon lui, par le « *néoféminisme* », ou dézinguer l'écologie « *dogmatique* » et ses représentants – à l'instar de Greta Thunberg, qui lui fait dire « *qu'on a loupé quelque chose dans notre éducation* ».

Un CV qui fait s'interroger beaucoup de monde, même au PS : comment François Kalfon a-t-il réussi à se voir proposer sur un plateau d'argent un siège en or au Parlement européen ? En réalité, le meilleur ennemi du premier secrétaire n'en serait-il pas arrivé là sans Philippe Doucet, avec lequel il a mené la fronde contre Olivier Faure derrière la hollandaise Hélène Geoffroy. Condamné mi-décembre 2023 à deux ans d'inéligibilité pour une histoire de marchés truqués, l'ancien maire d'Argenteuil (Val-d'Oise) a bien été obligé de céder sa place, pour le plus grand bonheur de son acolyte.

Ce dernier n'a pourtant jamais caché qu'il ne portait pas spécialement Raphaël Glucksmann dans son cœur, estimant, comme d'autres éléphants du parti, que sa première candidature aux européennes 2019 incarnait « *l'effacement* » du PS. Mais depuis, le vent a tourné à mesure que grimpeait la courbe des intentions de votes : « *Raphaël Glucksmann a pris une densité très forte* », jure aujourd'hui François Kalfon, qui estime que « *si on est de gauche et un peu écolo, cette candidature "attrape-tout", au bon sens du terme, [leur] permettra de battre Valérie Hayer* ».

S'il est élu le 9 mai, François Kalfon retrouvera en tout cas sur les bancs du Parlement européen sa collègue de motion et protégée d'Hélène Geoffroy Murielle Laurent. Illustre inconnue, y compris au PS, la maire de Feyzin, commune de moins de 10 000 habitants de l'agglomération lyonnaise, a elle aussi été propulsée à la 6^e place à la surprise générale.

Un choix d'autant plus déroutant que l'intéressée s'est, comme l'a révélé Mediacités, plusieurs fois rapprochée de La République en marche (LREM), préférant donner son parrainage à Emmanuel Macron plutôt qu'à Benoît Hamon en 2017, ou figurant sur la liste de David Kimelfeld, dissident macroniste, lors des élections métropolitaines à Lyon en 2020.

« *Son flirt avec La République en marche lui vaut d'être déferée devant la commission des conflits du Parti socialiste* », qui décidera de ne pas la suspendre, raconte Mediacités, auprès de qui l'édile s'est récemment justifié : « *C'est Macron qui a changé de cap politique, pas moi. Je suis sociale-démocrate. Je ne regrette pas d'être restée au PS.* » On ne saurait mieux dire.

Pauline Graulle

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Edwy Plenel